

TRIBUNE - Le libéralisme emprunte des traits à la gauche comme à la droite et a besoin, pour s'imposer, des bonnes volontés des deux camps, plaide l'essayiste Robin Rivaton.



Robin Rivaton, Membre du conseil scientifique de la Fondapol.

Le libéralisme se moque de se savoir de gauche, tout comme il l'indiffère d'être classé à droite. Par contre, il n'est pas soluble dans la République des privilèges car il ne souffre les rentiers d'aucun camp. Tout comme le marxisme, et c'est peut-être leur seul point commun, le libéralisme exècre les individus qui ont réussi à confisquer l'accès au capital physique, financier ou intellectuel et en tirent des profits substantiels sans mesure avec leur participation à la vie de la société. Aussi, il pense au faible avant de s'intéresser au fort.

Le libéralisme sera une valeur de gauche quand un gouvernement de gauche pensera au nouveau-né plutôt qu'à l'élus local influent. Ce jour-là il mettra fin à la folle croissance de la dépense publique. Au deuxième trimestre de l'année 2015, la dépense publique de consommation a augmenté d'un milliard d'euros alors que la production de richesses en France n'avancait pas d'un pouce. Pendant ce temps, la dépense publique d'investissement, censée préparer l'avenir, se contracte. Le libéralisme n'est l'étendard d'aucune génération, l'apanage d'aucune classe d'âge, mais il ne peut être invoqué quand la dépense publique financée par un endettement inconscient ne sert qu'à nourrir les

intérêts en place, menaçant le consensus intergénérationnel.

Le libéralisme sera une valeur de gauche quand un gouvernement de gauche pensera à l'ouvrier dont l'entreprise est en liquidation plutôt qu'au recrutement d'un nouveau fonctionnaire. Le libéralisme appelle le rétablissement de l'équilibre des positions entre le secteur privé et le secteur public. L'alignement du niveau de cotisation-retraite des fonctionnaires des trois fonctions publiques sur celui des salariés du secteur privé, le rétablissement du jour de carence, l'égalisation des conditions de travail avec la fin de l'emploi à vie ou la démission automatique en cas d'engagement dans la vie politique, voilà de quoi rétablir de la confiance et mettre fin à un système adapté il y a soixante-dix ans, mais devenu sous-productif et entravant aujourd'hui. Et parce que le libéralisme aime l'exemplarité, le rééquilibrage commencera par la haute fonction publique.

Le libéralisme sera une valeur de gauche quand un gouvernement de gauche pensera au jeune sans qualification plutôt qu'au permanent syndical. Ce jour-là il abattra le mur de la honte du Code du travail qui empêche la création d'emplois dans le pays. À force de dénouements judiciairisés, longs et coûteux, la création d'emploi a été stigmatisée comme la prise de risque ultime pour le chef d'entreprise. Résultat, dans tous les secteurs à forte intensité de travail, la France emploie beaucoup moins de personnes que ses voisins. Pour recréer les deux millions d'emplois dont manque notre pays, il n'est plus tant question d'allègement de charges que d'allègement de pages.

«L'égalité des chances et la valorisation de la réussite sont des combats infiniment plus beaux que la correction ex post des inégalités»

Le libéralisme sera une valeur de droite quand un gouvernement de droite pensera au créateur d'entreprises plutôt qu'à l'établissement installé. Cela suppose de voir l'aide aux entreprises dans sa crue réalité, une béquille inutile faussant la compétition pour des secteurs entiers. Les 120 milliards euros d'interventions économiques des administrations publiques nourrissent un secteur protégé aux salaires dynamiques et aux dividendes artificiellement gonflés. Redonner leur chance à tous les créateurs passe par la suppression des diverses taxes à la production et une baisse de l'impôt sur les sociétés en échange de la fin de ces multiples interventions, permettant au passage d'importantes économies de fonctionnement de l'administration.

Le libéralisme sera une valeur de droite quand un gouvernement de droite rétablira l'universalité des prestations sociales et des impôts plutôt que de poursuivre dans la catégorisation. L'encoche faite aux allocations familiales n'est que le prélude à d'autres à venir comme sur la politique du logement, exclusion immédiatement compensée par des niches fiscales qui mitent le système de prélèvement. L'hyperindividualisation de la redistribution est le cheval de Troie de la puissance publique qui trouve là l'occasion de distribuer selon son bon vouloir et d'exiger toujours plus de moyens au nom de la mission de contrôle. L'égalité des chances et la valorisation de la réussite sont des combats infiniment plus beaux que la correction ex post des inégalités, mais elles n'existent déjà plus lorsque l'universalité a été rompue.

Le libéralisme prospère là où les murs sont abattus, les portes ouvertes, les clôtures enfoncées, les cases dynamitées et les seuils écrasés. C'est une herbe sauvage, une plante grimpante, plutôt qu'une culture délimitée dans le champ politique de la droite ou de la gauche. Face aux résistances de toute nature qu'elle affronte, cette vision du monde n'aura jamais trop de champions politiques de tous bords.